

ELITES MALGACHES : POLITIQUE ET IDEOLOGIE (1913-1947)

par

Solofo RANDRIANJA

Dans l'histoire politique de Madagascar, l'entre-deux-guerres correspond à une période délimitée par deux événements majeurs : "l'affaire de la *Vy, Vato, Sakelika*", qui débute à la veille de la Première Guerre mondiale et l'insurrection de mars 1947. Elle verra le renouvellement des élites définies comme "l'ensemble des groupes sociaux qui dominent la société par leur influence, leur prestige, leurs pouvoirs économique, culturel, politique (1). Ces groupes ont été sans doute parmi ceux qui ont le plus ressenti le fait colonial comme un phénomène durable. Produits par la colonisation elle-même, à mi-chemin entre deux mondes, ils ont su tirer profit de leur position dans la hiérarchie de la société de l'époque. L'entre-deux-guerres voit ainsi la mise en place de leur stratégie sociale.

Tout en essayant de cerner au mieux cette nouvelle catégorie sociale, on pourra analyser, comment à travers l'énonciation du politique, elle a su s'imposer en tant qu'intermédiaire indispensable. On ne peut qu'être tenté de voir une stratégie dans l'ambivalence des attitudes et des discours des éléments de ce groupe : se présentant comme le porte-parole de l'ensemble des Malgaches, les élites ont pourtant été l'auxiliaire des autorités coloniales. Principaux bénéficiaires de l'Indépendance, ces groupes ont mis au point, sous la colonisation, un ensemble de comportements justifiés par un corps de discours que l'on peut qualifier d'idéologie.

LES ELITES MALGACHES DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES : PORTE-PAROLE MAIS AUXILIAIRES

A Madagascar, durant l'entre-deux-guerres, les élites se développent essentiellement dans les villes. Ainsi, élargissement des élites grâce à la

(1) G. Chaussinand-Nogaret : "élites" dans A. Burguière dir. : *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF, 1986, p. 242-245.

propagation de l'instruction et extension urbaine vont de pair (2). L'affaire de la *Vy Vato, Sakelika* (3), marque l'irruption de cette nouvelle catégorie sociale sur la scène politique.

La fonction des groupes sociaux qui en sont les composantes était de servir de relais entre les autorités coloniales et la masse essentiellement rurale des Malgaches. Parmi eux, pourtant se trouvaient les cadres et animateurs du mouvement anticolonialiste. Les 1 238 gouverneurs et secrétaires utilisés par l'Etat colonial dès 1914 en faisaient partie (4). L'augmentation des inscriptions budgétaires dévolues à l'administration indigène, qui passent de 1 839 793 francs (1924) à 6 107 200 francs (1931), illustre l'épanouissement de cette catégorie au cours de la colonisation. Il faut préciser que ces chiffres ne concernent que les auxiliaires de l'Etat colonial. Les petits lettrés des villes, tels les instituteurs au service des écoles confessionnelles, les clercs d'avocat et les secrétaires de compagnies privées, ne sont pas pris en compte.

Ces groupes sociaux bénéficiaient de certains avantages accordés par le système colonial, qui comptait ainsi asseoir son autorité autrement que par la force. En mai 1939, lors des élections du délégué de Madagascar au Conseil supérieur de la France d'Outre-Mer, 19 008 personnes dont 7 698 dans les 14 districts de la circonscription de Tananarive, — près de la moitié (3 234) résidant *intra-muros* — (5) furent reconnues par le système qui leur octroyait le droit de vote. Ces chiffres donnent une idée de l'importance que les autorités accordaient à ces groupes.

Selon Ramasy (6), un des membres de la *Vy Vato Sakelika* 2 000 affiliés animaient ce réseau au moment de la Grande Guerre. 400 furent arrêtés (7). La plupart des *Sakelika* (membres du réseau) étaient des lettrés et des citadins. La *Vy Vato Sakelika*, association typiquement citadine, voire tananarivienne, fut l'une des expressions, culturelle sinon politique, de cette catégorie. Elle peut être considérée comme une version, peut-être militante, des cercles de discussion, tels ceux animés à la même époque par des personnalités comme le pasteur Mondain.

(2) Durant l'entre-deux-guerres, on dénombre 63 agglomérations de plus de 1 000 habitants à Madagascar, parmi celles-ci, Tananarive voit passer le nombre de sa population de 58 459 en 1921 à 109 689 vingt ans plus tard, in M. De Coppet (dir.) : *Encyclopédie maritime et coloniale*, t. I, Paris, Blanchon et Cie, 1947, 372 p.

(3) Groupe de jeunes intellectuels qui avaient l'habitude de se réunir à la veille de la Première Guerre pour discuter de thèmes souvent abordés par de nombreux groupes analogues sous la protection des missions généralement et qui fut accusé de complot au moment de la guerre.

(4) M. Massiot, *L'Administration publique à Madagascar*, Paris, 1971, p. 283.

(5) Archives de la République Démocratique de Madagascar (ARDM), D 481.

(6) *Lumière*, 26 octobre 1969.

(7) Archives Nationales Section Outre-Mer (ANSOM), S III C 27.

Intermédiaires des autorités coloniales ou porte-parole de leurs compatriotes, les élites sont en contact avec deux cultures. Cette situation leur permet une distanciation à l'égard de l'héritage ancestral, qui devient de la sorte un acquis conscient susceptible d'être idéologisé, c'est-à-dire d'être utilisé et remanié à des fins précises ; leur fonction d'intermédiaire les autorise en outre à formuler une vision nationale des problèmes de l'île. Cette position est stratégique. médiateurs dans le jeu et la mise en scène des pouvoirs et de l'autorité, ils deviennent, selon leurs intérêts, intercesseurs, : tel l'instituteur J. Ralaimongo guidant, en mars 1904, les pacificateurs en pays tanala embrasé par la révolte, alors que, vingt plus tard, il se fera l'avocat des paysans du Nord (8). Face aux élites de l'Ancien Régime, cette nouvelle catégorie sociale, soutenue par le système colonial (9) s'impose comme le groupe montant dans le processus de renouvellement des élites. En ce sens les élites malgaches de l'entre-deux-guerres sont essentiellement et fondamentalement différentes de celles de la période précédente. marquées par l'idéologie républicaine, elles ont une vision du monde tributaire de celle des nouveaux maîtres de Madagascar tout en étant, socialement, dans une position ambiguë : dominés face aux colonisateurs, dominants vis-à-vis de leurs compatriotes.

DE LA VY VATO SAKELIKA AU 19 MAI 1929

Un certain nombre de journaux littéraires, tels *Ny Trompetra Volamena*, *Ny Loharano*, *Tsara Fanahy*, *L'Eclair de l'Emyrne*, *Ny Mpanoro Lalana*, *Ny Tanamasoandro*, paraissent à Tananarive durant les années 1910 (10). Ce phénomène est l'expression d'une prise de conscience mais ne fait pas encore de Tananarive la capitale de l'anticolonialisme. Elle n'était d'ailleurs pas non plus celle du colonialisme, militant du moins : entre 1900 et 1921, Tamatave, par exemple, compte deux fois plus de titres de journaux animés par des colons (11).

(8) J.-P. Domenichini, *Jean Ralaimongo et l'origine du mouvement national malgache*, DES, dactylogr., Paris, 1960-1961.

(9) Lettre du Prince Ramahatra au Gouverneur général, Tananarive. 21 mai 1937 dont voici un extrait significatif : "J'ai appris que Dussac est rentré en France et que Rivière partirait aussi. Etant Européens et ne parlant pas notre langue, ces derniers ne pouvaient pas amener la masse de la population à suivre leur idée antifranaise qu'avec l'appui de quelques Malgaches. Ces quelques Malgaches qui ont trompé et démoralisé plus de deux millions de leurs compatriotes qu'ils ont entraînés dans leur chute selon les mauvais conseils de Dussac sont : 1° Ravoahangy, 2° Ralaimongo, 3° Andriambololona, 4° Ribera-Lègue, 5° Andriantsiferana et 6° Andrianasy. Ce sont ceux-là même qui, en contravention de la loi malgache, ont induit la population en erreur. Voici les crimes punis par la peine capitale par la loi malgache : avoir incité le peuple à la révolte, avoir instigué en vue de se révolter (?). Je sais que le crime dont étaient coupables Ratsimamanga et Rainandriamampandry, crime qui a entraîné leur mise à mort, était moins important que celui commis par Ravoahangy et consorts. Je demande, en conséquence, que ces agitateurs subissent une très rigoureuse punition. Je ne sais quelle décision prendrait la justice et quel avis donnerait le conseil d'administration mais dans le cas où l'indulgence serait proposée, moi je maintiens ma demande". ANSOM, 6 (2) D 55.

(10) Poitelon, Razafintsalama, Randrianarivelo, *Périodiques malgaches de la Bibliothèque nationale*, Paris, 1970.

(11) Poitelon et alii, *op. cit.*

Par ce droit à la parole, les élites affirment leur conscience d'exister en tant que groupe porteur des "Lumières" comme de la "Bonne Parole" (12). Néanmoins, cette prise de conscience n'est pas en contact des mouvements sociaux de l'époque, ni avec les milieux anticolonialistes qui se développent hors de Madagascar.

Si l'on retient la thèse de la conjuration, il est certain que l'une des causes de l'échec de la VVS tient à cette absence de liens avec les autres mouvements sociaux. Faut-il rappeler que "l'affaire de la VVS" et le mouvement Sadiavahe sont contemporains, ce dernier étant un mouvement rural contre la fiscalité.

A la suite de ces remarques, on ne peut qu'être d'accord avec Ralaimongo(13) sur l'absence totale de structure réelle de la VVS. De même, on pourra ergoter longtemps sur l'auteur de la série d'articles parue à la veille de la Première Guerre mondiale dans le journal *Ny Mpanolo-tsaina* (le conseiller), à l'origine de la présumée conjuration, qui, à l'âge de 37 ans, s'engagea pour démontrer son loyalisme (14).

Cependant la VVS posa le problème colonial à l'échelle de l'île et interpella du même coup l'ensemble du système colonial, qui se réclamait du système républicain, sur la possibilité de l'existence et de l'extension d'une société civile, car la VVS est l'une des premières tentatives clairement formulées pour ouvrir un nouvel espace politique. Les *Sakelika* avaient pour but "lointain... l'émancipation à venir des Malgaches"(15) qui suppose comme préalable implicite la formation d'une société civile. A cet égard, la condamnation des affiliés, en vertu d'une loi tirée du code des 305 articles datant de l'ancien régime malgache, est significative de la résistance du système colonial. Elle illustre la contradiction dans laquelle s'était engouffré un système qui se réclamait au départ de l'idéal assimilationniste républicain. De même, il faut signaler le refus d'accorder le statut de prisonnier politique à l'une quelconque des innombrables victimes du Gouverneur général Cayla durant son "proconsulat" (1930-1939). Le système colonial rejeta ainsi dans la dissidence, à l'instar de l'ancien régime, toute tentative de prise de parole et, a fortiori, toute critique.

(12) *Ny Trompetra Volamena* - La trompette d'or -, *Ny Loharano* - La source, *Tsara Fanahy* - Le philanthrope, *L'Eclair de l'Emyrne*, *Ny Mpanoro lalana* - Le guide, *Ny Tanamasoandro* - Le rayon du soleil, in Poitelon, *Razafintsalama, Randrianarivelo, op. cit.*

(13) J. Ralaimongo, *Compte-rendu d'un voyage effectué à Madagascar de juillet à décembre 1921*, Paris, L'émancipatrice, 1922, 7 p.

(14) Rambeloso, *Andriamatoa Ravelojaona Mpitandrina, 1879-1956, fototry ny toetran'ny fiainany sy ny asany* (Pasteur Ravelojaona, de sa vie et de son oeuvre), Tananarive, Impr. Volamahitsy, 1958, 108 p.

(15) S. Randrianja, "L'action de Ralaimongo à Diégo-Suarez", *Omalv sy Anio (Hier et Aujourd'hui)*, n° 25-26, 1987, p. 367-382.

A. Spacensky, *Madagascar, cinquante ans de vie politique de Ralaimongo à Tsiranana*, Paris, NEL, 1970, 528 p.

Cette nouvelle catégorie sociale, formée par les élites, se trouve de la sorte dépourvue de toute source de légitimation reconnue et ce jusqu'au début des années 1930, si l'on ne prend pas en considération les quelques privilégiés des Délégations Economiques et Financières au rôle consultatif. Sans lien avec les mouvements sociaux, sans espace d'expression institutionnalisé, elle ne pouvait que verser dans la clandestinité ou dans des formes d'expression allégorique. Situation paradoxale car cette catégorie ne pouvait que se développer, ne serait-ce que numériquement.

C'est le groupe de Diégo Suarez qui va lui ouvrir de nouvelles perspectives et permettre au mouvement d'émancipation naissant d'effectuer un saut qualitatif. En effet, lorsque cette équipe va se fixer à Tananarive à la fin des années 1920, elle va fournir aux élites toute une logistique extérieure imposante, source de légitimation nouvelle, mais aussi une pratique militante élaborée à Paris et expérimentée dès 1923 dans le nord de Madagascar (16), élément essentiel pour se rattacher aux mouvements sociaux, autres sources de légitimation. La manifestation du 19 mai 1929 constitue le prodrome de ce saut qualitatif et, partant, symbolise la transformation définitive de Tananarive en capitale réelle de l'anticolonialisme militant. L'historiographie de Madagascar reste tributaire de la légende que l'entre-deux-guerres a forgée autour de cette manifestation commémorée tous les ans jusqu'à l'insurrection de 1947. Aussi, autant Boiteau que Spacensky auquel on l'oppose volontiers (17), présentent celle-ci comme la manifestation d'une apostasie, l'adoption des thèses indépendantistes aux dépens de celles en faveur jusque là, de la naturalisation en masse ? "Le virage à gauche" du second est pour le premier une évolution selon les lois du matérialisme historique.

Sans entrer dans une polémique sur le parcours et le nombre des manifestants, il convient cependant d'évoquer certains témoignages, tel celui de Maître Foissin (18), pour lequel cette manifestation a été "peu de chose en soi" (19). Faut-il rappeler que les mêmes personnes qui avaient crié devant Ambohitsorohitra (20) : "Vive l'Indépendance, vive la Liberté", le 19 mai 1929, mirent autant d'ardeur à réclamer à partir de 1936, en particulier lors du cent cinquantième de la Révolution Française, la naturalisation en masse (21). Quelle interprétation faut-il alors donner de cette manifestation ? Si la nouvelle élite y a

(16) P. Boiteau, *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, Paris, Ed. sociales, 1958, 432 p.

(17) Avocat communiste envoyé par le Parti Communiste Français pour, officiellement, défendre à la suite de cette manifestation, les inculpés et en particulier les deux communistes français, Planque et Vittori. Foissin profita de cette mission pour mettre sur pied des embryons d'organisations destinés à constituer le noyau d'un futur parti communiste à Madagascar ainsi que pour tisser tout un réseau de communication.

(18) Archives P. Boiteau, papiers Foissin.

(19) Nom du quartier où se dressait la résidence du Gouverneur général.

(20) S. Randrianja, "Les valeurs de 1789 et leur utilisation par les forces politiques à Madagascar durant l'entre-deux-guerres", dans G. Jacob (textes réunis et présentés par), *Regards sur Madagascar et la Révolution française*, Tananarive, 1990, p. 159-166.

(21) Archives P. Boiteau, papier Foissin.

pris "conscience de la force qu'elle a en elle", selon les termes de Foissin (22), cette manifestation consacra aussi la prééminence de Tananarive au sein du mouvement d'émancipation. Aussi bien dans le domaine idéologique, à travers les thèmes distillés par la presse, qu'au niveau des hommes : les journaux s'impriment désormais à Tananarive et la plupart des dirigeants nationalistes y résident.

Cependant les apports antsirannais (23) furent largement inspirés par l'idéologie républicaine et démocratique relevant de la tradition révolutionnaire française et incarnée par le thème de l'assimilation. Avant la Première Guerre, l'horizon mental de Tananariviens était centré autour du passé précolonial qui leur fournissait des valeurs refuges et un modèle politique ; grâce à l'équipe de Diégo-Suarez, cet horizon va se trouver considérablement élargi, voire éclaté.

1929-1939 : LES LIMITES DE L'HORIZON MENTAL TANANARIVIEN ET SON ECLATEMENT

Malgré la prééminence de Tananarive dans le mouvement d'émancipation dès le début des années 1930, malgré sa prééminence dans l'énonciation du politique et partant dans la production de l'idéologie du mouvement, cette nouvelle catégorie sociale se meut dans un univers mental borné par deux limites, décrit par Jean Amrouche (24) : "Tout recours efficace lui est interdit. Ni la voie française, ni la voie malgache dans les deux directions du temps, vers l'amont des ancêtres fabuleux et vers l'aval révolutionnaire, ne peuvent accueillir ses pas d'homme sur un sol ferme."

Aussi ce que les uns considèrent comme des hésitations ou une palinodie, et ce que d'autres voudraient apostasie, ne semblent être qu'attitude d'une "classe", combinant, au gré des circonstances, collaboration et résistance à la colonisation, ordre social et nouvelle politique. Porte-parole de la nation par autopromotion, cette nouvelle catégorie sociale porte en elle les ressorts du dépassement de ces bornes. Par l'aval, pour reprendre l'image de Jean Amrouche, la tentative de briser ces limites fut matérialisée par la création du Parti Communiste (Section Française de l'Internationale Communiste) de la Région de Madagascar en septembre 1936, c'est-à-dire par le recours au socialisme de l'époque, profondément universaliste. La tentative se heurta à l'insularité de Madagascar, éloigné de tout foyer révolutionnaire (25). Aussi cette catégorie ne pouvait prendre comme parangon que la France et ses mythes, et retomber dans les limites fixées par l'idéologie coloniale opposant français et antifrçais. L'une des "théoriciennes" du Parti

(22) De Diégo-Suarez.

(23) J. Amrouche, "J.J. Rabearivelo et la mort", *Topimaso (Panorama)*, n° spécial Rabearivelo, 1967, passim.

(24) La précocité du mouvement socialiste vietnamien s'explique en partie par ses liens avec les révolutionnaires soviétiques.

(25) ANSOM, 6 (2) D 66.

Communiste de la Région de Madagascar (PCRM), Juliette Ramampisoa fille de Jules Ranaivo, compagnon de route de Jean Ralaimongo, dans un projet de livre intitulé : "Le Parti communiste et son action (1936-1937) (26) écrivait : "... Le Parti Communiste n'a d'autres intérêts que ceux des masses populaires et ... il élabore sa politique à la lumière de cette synthèse de la science... et de l'expérience qu'est le marxisme développé par Lénine et Staline". Ces préliminaires incantatoires, typiques des années trente, n'atténuent en rien l'idée centrale que cet auteur veut faire passer :

"... La doctrine des communistes est le marxisme... Marx et Engels, fondateurs du communisme étaient d'origine allemande... (mais) ils ont vécu plus longtemps en France ... qu'en Allemagne... ce qu'il faut savoir c'est que dans la formation et le contenu du marxisme, l'élément français reste l'élément fondamental. Marx et Engels ont continué et perfectionné l'oeuvre des grands philosophes français du XVIIIe siècle dont Diderot. (Ainsi) le socialisme français est l'une des grandes sources du (...) socialisme scientifique... (qui) loin d'être une doctrine étrangère a des racines profondes dans la France révolutionnaire. Les communistes sont les héritiers du socialisme qui est né sur la terre de France". De même, s'inspirant de la terminologie marxiste, l'analyse des classes composant la société de Madagascar, opérée par Jules Ranaivo dans *Le Proletariat Malgache* (27), organe du PCRM, considère comme la "classe prolétarienne coloniale", tous les indigènes de Madagascar face aux allochtones. Ainsi la nouvelle catégorie sociale n'a pas pu briser, par l'aval, le cadre imposé par l'idéologie coloniale ; bien au contraire, elle semble l'avoir intériorisé en se renfermant dans un diptyque colonisateurs-colonisés.

En ce qui concerne "l'amont des ancêtres fabuleux", les tentatives de dépasser ce cadre français/antifrançais sont tributaires de la formation de cette nouvelle catégorie sociale. En effet, ceux qui avaient vécu la période précoloniale commençaient à se faire rares dans les années trente et, de plus, nombre d'entre eux en avaient pâti, tel Jean Ralaimongo qui, réduit à l'esclavage n'a été affranchi que par la colonisation. Aussi, toute relecture du passé précolonial, dans les années trente, était affectée, pour une très large part, par l'image que s'en faisait le système colonial. De ce passé, dans l'entre-deux-guerres, seule une représentation forcément dévalorisée mettait en valeur l'idée de progrès, prétexte justifiant le fait colonial. Dans son roman inédit "*L'Aube rouge*" (mars-juillet 1935), Rabearivelo fait dire au Premier ministre : "On ne civilise pas les Hova ! ... Les Hova ont leur civilisation. Les Tesaka ou les Tandroy ? Ces peuplades... sont à civiliser, étant encore en pleine barbarie...". Ne nous attardons pas sur l'utilisation, typique de l'époque coloniale, du terme *hova* pour désigner les habitants des Hautes Terres centrales, ni sur la navrante idée que se faisait de ses compatriotes un membre

(26) Du 14 octobre 1936

(27) Nom d'un talisman.

aussi illustre de cette nouvelle catégorie sociale. Considérons plutôt le fait que dans un certain nombre d'oeuvres comme *l'Interférence* ou *Un conte de la nuit*, le poète semble fasciné par la magie ténébreuse et les pouvoirs occultes qui sont présentés comme supérieurs, du point de vue de l'efficacité, aux ratiocinations occidentales. Un personnage de *L'Aube rouge* regrette celui-là qui, grâce à ses cultes, contrôle la foudre alors que "nous avons abandonné tout cela" pour le "cadavre crucifié de Dieu que vous nous avez imposé".

A la suite de Rabearivelo, une partie notable de cette catégorie, pour briser les bornes de son univers mental par l'amont, a fondamentalement assimilé l'opposition lumières/ténèbres du discours chrétien et missionnaire du XIX^{ème} siècle, opposition à progrès/barbarie. En tentant de réhabiliter les aspects dévalorisés de la culture malgache, elle a fait triompher le mystère et l'irrationnel, dernier retranchement du nationalisme, celui qui enverra au-devant des balles des tirailleurs, les insurgés de 1947 qui crurent qu'elle se liquéfieraient face aux charmes de *Kelimalaza* (28). Cette inversion pure et simple du discours colonial ne permet pas aux élites de briser le cadre préfixé du discours colonialiste.

Une troisième démarche, minoritaire, tente de briser ce carcan colonial : elle se propose de subvertir les propres valeurs du colonisateur. Rabearivelo l'exprime dans les "notes préliminaires" de *L'Aube rouge* : "(la colonisation)... cette barbarie en plein XX^{ème} siècle, il faut la civiliser... La France en recouvrera son entité : la justice... Ce triomphe, je le souhaite à ma mère (la France), je me battraï avec elle pour qu'elle y arrive...". En 1934, Ralaimongo définit l'esprit de cette démarche (29) : "Le vrai et véritable chrétien n'est pas celui qui est baptisé ou qui professe à l'Eglise ou au Temple, la religion du Christ sans vouloir se faire pénétrer de ses devoirs de chrétien c'est-à-dire des préceptes du Christ, mais bien celui qui cherche à se pénétrer de la vie de Jésus-Christ. Il en est de même du libre-penseur ou laïc. Le vrai libre-penseur n'est pas celui qui persécute la religion, ni celui qui ne va ni à l'Eglise ni au Temple, mais c'est une personne qui a la pensée libre et qui admet toutes les conceptions de ses semblables pourvu qu'elles ne nuisent à personne... Le véritable libre-penseur n'est ni déiste ni athée, ni même un positiviste, c'est un homme qui s'élève au-dessus de tout dogme...". De la sorte, Ralaimongo met en valeur le fossé séparant le discours de la réalité et retourne contre le colonisateur et ceux qui s'installent dans le cadre fixé par lui, les valeurs régénérées sinon subverties de l'idéal républicain. Paul Dussac, qui dirigea le PCRM, se fit le chantre de ce républicanisme militant dans les journaux du mouvement

(28) Philippe Vernier, fils d'un missionnaire, né à Tananarive le 20 février 1909, fut condamné pour objection de conscience durant les années 1930, à deux ans de prison par le tribunal de Marseille. Pour le défendre, Jean Ralaimongo a écrit un article qui n'a jamais été publié. ANSOM, 6 (2) D 69.

(29) *L'Aurore malgache* du 12 août 1932.

d'émancipation. Dans un célèbre article intitulé *Debout les morts !* (30) on peut lire : "Les morts, c'est vous esclaves... non seulement de la civilisation européenne hypocrite et détresseuse mais aussi de votre mentalité que des lustres de terreur ont rendu serve et terrifiée, les morts c'est vous... descendants des républicains géants de 1789".

Cette démarche est ainsi susceptible de briser le cadre français/antifrançais et peut déplacer le pôle vers une opposition entre système colonial/justice sociale. Pour une telle démarche, la colonisation ne signifie pas l'oppression d'une entité hypothétique : la Nation ; c'est d'abord le déni des droits et des libertés de tout un chacun. L'indépendance, dans une telle perspective, ne signifie pas automatiquement le recouvrement de ces droits et libertés. En 1936, lors des campagnes de recrutement en faveur du PCRM, un militant avait comparé le régime colonial à celui de la reine qui considérait ses sujets comme des esclaves (31). Mais une telle démarche était vouée à l'échec car, telles les différentes manifestations des mouvements sociaux, elle est singulièrement subversive. En effet, elle enlève aux élites toute possibilité de recours à un passé même mythifié tout en mettant en valeur les contradictions du système colonial qui se réclame de "l'esprit des lois". Autant pour les élites que pour le système colonial, il est tout à fait inadmissible que les mouvements sociaux prennent l'initiative au sein du mouvement d'émancipation, ce que prône implicitement cette démarche.

IDEOLOGIE DES INTERMEDIAIRES, IDEOLOGIE DOMINANTE ?

Malgré ces diverses contradictions on constate, jusqu'à la rébellion de 1947, l'efficacité des discours tananariviens dans la mobilisation des citoyens. Les succès obtenus par les candidats parrainés par le mouvement d'émancipation, lors des trois consultations électorales de 1939, 1945 et 1946, en sont l'illustration. En effet, les électeurs, qui sont passés de 19 000 en 1939 à 270 000 en 1946, ont voté majoritairement en faveur du mouvement d'émancipation. On peut ainsi considérer que, non seulement Tananarive a désormais le rôle directeur puisqu'elle a investi les candidats élus, mais de plus, que les électeurs, en se conformant à une certaine discipline de vote, ont manifesté plus qu'un sentiment ethnique (32), une conscience

(30) S. Randrianja, "La notion de royauté dans le mouvement d'émancipation malgache entre les-deux-guerres", in F. Raison-Jourde dir., *Les Souverains de Madagascar*, Paris, Karthala, 1983. passim.

(31) La plupart des électeurs, du fait de la limitation du collège électoral, étaient en majorité des citoyens instruits et assez aisés, parmi eux dominèrent jusqu'au deuxième tour (novembre) des élections de 1946, les originaires des Hautes Terres centrales. Voir aussi M. Massiot, *op. cit.*, p. 311 et ss.

(32) Rajohanesa, candidat au poste de Délégué de Madagascar au CSFOM, en mai 1939, est une caricature de cette élite tananarivienne. Il était membre de nombreux groupements politiques ou autres, faisait partie des très officielles Délégations Economiques et Financières, avait participé à l'élaboration du dictionnaire encyclopédique *Le Firaketana*

de classe. Lors des différentes consultations électorales, en effet, les candidats non investis par Tananarive n'ont pas bénéficié de la confiance des électeurs même dans les circonscriptions d'où ils étaient originaires. Rajohanesa, en 1939 (33), fut très largement battu dans sa région d'origine par le candidat proposé par Tananarive, Ravelojaona. De même, en 1946, Totolehibe fut battu par le candidat du Mouvement Démocratique pour la Rénovation de Madagascar (MDRM), chez lui, malgré le soutien des reines, rois et princes sakalava (34). On pourrait objecter que les critères définissant l'électeur favorisaient les originaires des Hautes Terres centrales : mais dans un souci d'équilibre, lors des élections de 1946, les autorités coloniales avaient fait passer le nombre des électeurs, entre les deux tours (2 juin et 10 novembre) de 89 704 à 268 757 (35). Cela ne modifia en rien les résultats. Lors de toutes ces consultations, les thèmes développés par les candidats ont compté moins que l'investiture dans leur élection. Ravelojaona qui, en 1939, avait bénéficié du désistement du secrétaire général du PCRM, Paul Ranaivo préconisait la naturalisation en masse, alors même qu'il avait à son actif sa série d'articles à l'origine de la VVS suggérant une voie à la japonaise pour Madagascar. De même, en 1946, Ravoahangy devenu, au contact du pouvoir et de la reconnaissance officielle, un partisan de l'indépendance à tempérament, a battu le Dr Rasamoely Lala, non investi mais défenseur de l'indépendance immédiate.

La réalité met en valeur non l'incapacité de cette nouvelle catégorie sociale à assumer un rôle historique, comme semble le suggérer la forme de ses discours, mais

malagasy était titulaire de la Légion d'honneur et avait écrit un article pour le compte du PCRM : *Les revendications du peuple malgache du sud-ouest*. Il était originaire du pays betsileo. ANSOM, 6 (2) D 55, 64, 65, 76, 77.

(33) P. Ranaivo, *Tolom-pahafahana ho an'ny fahaleovantenan'i Madagasikara*, Genève, Impr. genevoise, déc. 1977, 137 p.

(34) Dans la troisième circonscription (Ouest) et au premier tour des élections de 1946, Totolehibe, candidat des princes, rois et de l'administration, ne devance Raseta que dans 25 localités sur 74. Cependant dans le Sakalava menabe (fief du roi Kamamy), Raseta a rassemblé trois fois plus d'électeurs que Totolehibe ; à Belo-sur-Tsiribihina (résidence de Kamamy), Raseta obtient 365 voix contre 179 pour Totolehibe. - Extrait du rapport du Directeur des affaires malgaches après l'élection de Ravoahangy en juin 1946: "...L'élection du leader nationaliste Ravoahangy prend un caractère triomphal. Ses 16 000 voix de l'année dernière sont portées d'emblée au premier tour cette année à 30 000. Il ne faudrait cependant pas en conclure à l'extension de l'idée séparatiste... L'an dernier (Ravoahangy) était le champion de l'indépendance immédiate et sans condition, alors qu'au cours de son mandat, il s'est rallié à l'indépendance dans le cadre de l'Union Française. Le docteur Rasamoely Lala s'est offert aux foules pour remplacer Ravoahangy... à la cause de l'indépendance et l'on a vu le résultat. (Dans le) succès de Ravoahangy... les spéculations politiques entrent pour assez peu... Les électeurs tiennent plus à l'homme qu'à son programme... S'il lui plaisait un jour de prêcher l'union franco-malgache étroite, il serait parfaitement capable de rallier autour de lui, la même unanimité. Ravoahangy a... bénéficié d'une organisation complète et de moyens puissants... En ce qui concerne le collègue autochtone, il est à souligner qu'il ne comprend que la 30^è partie de la population majeure, 1/40^è à peine ayant voté... L'opinion d'une immense majorité demeure inexprimée... Près de la moitié (de l'électorat) sont originaires des hauts plateaux en raison de leur spécialisation. Tananarive, 4 juin 1946", ARDM D 484.

(35) ARDM D 484

plutôt l'existence d'une logique qui lui est propre (36). Elle a su dans le système colonial, en jouant alternativement les cartes de la collaboration et de la résistance, s'assurer une place dans la hiérarchie sociale de l'époque.

Dans un tel contexte, ses discours, au-delà de leur contenu indépendantiste et assimilationniste, se conçoivent dans toute leur cohérence comme une idéologie de dominants. Indépendantiste lorsque toutes les voies du dialogue sont coupées, c'est-à-dire lorsque cette nouvelle catégorie sociale censée être un porte-parole n'est pas reconnue comme telle, ce fut le cas lors des persécutions de 1933 par exemple ; indépendantiste en 1945, au moment où, affaiblie, la France tente de se redresser en faisant appel à son passé révolutionnaire et en essayant de redéfinir ses relations avec son empire. Assimilationniste par contre en 1939, cent cinquantième de la Révolution oblige, et en 1946 avec les tentatives de mise en place de l'Union Française.

Ces différents discours ne cherchent en fait qu'à justifier et renforcer la place d'intermédiaire de cette nouvelle catégorie sociale, source de pouvoir dans le système colonial mais aussi chargée de promesse pour l'avenir. Les élites seront les principaux bénéficiaires de l'indépendance.

Ces discours évitent de poser ce qui est essentiel : le problème social, le projet de société. Mises à part les interventions de quelques personnalités exceptionnelles, vite marginalisées, les courants dominants au sein du mouvement d'émancipation se sont servis des mouvements sociaux pour promouvoir les thèses indépendantistes et assimilationnistes. Ces thèses vont alors fonctionner comme la *camera obscura* qui donne de la réalité une image inversée. C'est toute la Nation qui est en marche dans le MDRM nous dit R.W. Rabemananjara (37) alors que, durant "le procès des parlementaires", il s'est avéré que les insurgés avaient obligé les notables à prendre leurs responsabilités et que les centres urbains, avec en tête Tananarive, n'avaient pas bougé. Pour tout programme, le triumvirat dirigeant le MDRM avait proposé, à quelques mois de l'éclatement de la rébellion de 1947, un projet de loi d'une dizaine de lignes demandant l'indépendance. Pourtant lors de l'insurrection, condamnée par une bonne partie des élites, les paysans insurgés avaient mis sur pied, dans les forêts de l'Est, la première République malgache.

(36) R.W. Rabemananjara, *Histoire de la nation malgache*, Tananarive, chez l'auteur, 1952, 235 p.

(37) Le directeur des affaires malgaches porte l'avis suivant à propos de Ravoahangy, en juin 1946, au lendemain de son élection triomphale à la députation et ce dès le premier tour : "... Le noeud du problème est là : Ravoahangy est parti en France l'an dernier avec une idée fixe que l'exercice du mandat législatif et le contact avec les réalités semblent avoir entamée. Il n'est pas impossible que dans les mois à venir, il mûrisse encore davantage sa position et adopte celle de son ex-adversaire, Ravelojaona, c'est-à-dire, l'indépendance à tempérament" (...) Et le directeur de donner ensuite une série de conseils afin de pousser Ravoahangy dans cette voie. ARDM D 484.

Petite bourgeoisie, lumpenbourgeoisie, bourgeoisie merina, etc., la recherche d'un signifiant idoine pour qualifier ces groupes sociaux nouveaux reste à faire, car ils repoussent progressivement les frontières de leur recrutement. En faisant passer le nombre des électeurs de 19 000 à 270 000 entre 1939 et 1946, l'Etat colonial donne une idée de l'élasticité de ces frontières. Un trait marquant se dégage cependant. Tel Janus, cette catégorie sociale, prise dans son ensemble, a su manier, au gré des circonstances, face au fait colonial attitudes et discours de collaboration et de résistance. Au-delà du machiavélisme et de l'opportunisme qui ont sûrement inspiré certains éléments, il semble que la cohérence de ces attitudes et de ces discours soit liée à la place d'intermédiaire de ce groupe social. En effet, il a su utiliser à la fois les mouvements sociaux comme les institutions coloniales afin de se constituer une place privilégiée à la fois dans la période que nous avons évoquée que pour le futur, l'entre-deux-guerres préparant un nouvel ordre social et politique : l'indépendance. Rupture ou continuité d'avec la période précédente, l'indépendance telle que l'avait imaginée l'entre-deux-guerres et celle acquise en 1960, furent, de toutes les manières, tributaires des élites.

FAMINTINANA

Nampitombo isa izaitsizy ary nanova mihitsy ny sokajin'ireo elita malagasy ny fitondram-panjanahantany — ny elita izay sarangan'olona neken-teny teo amin'ny fiaraha-monina, nanana ny lazany sy ny fahefany ara-toe-karena, ara-kolontsaina sy ara-politika. Nandritra ny vanim-potoana tanelanelan'ny ady lehibe I sy II, no nipoiran'ireo elita ireo ka nahatafiditra azy teo amin'ny sehatra politika indrindrindrina. Ho mpanampy no nanofanana azy tamin'ny fitondram-panjanatany, izany hoe teteza-mita teo amin'ny mpitondra sy ny vahoaka izy ary hainy ny nanararaotra io toerana nomena azy io. Manam-pahefana izy satria misolo tena ny fitondrana, eo anatrehan'ny Malagasy nefa nanoro-tena koa ho mpitondra tenin'ny vahoaka arakaraka izay zava-niseho. Izany fihetsika roa sosona izany dia nanampy tokoa an'ireo antokon'olona ireo, ary izy no voalohany indrindra nahita tombontsoa nony azo ny fahaleovantena.

ABSTRACT

French colonial system increased to a great extent the number of the Malagasy elites and gave them new impetus. These elites comprised "the social groups which dominated society through their influence, their prestige, their political, cultural and economic power". They particularly came to the fore in politics during the interwar years. As they were trained to assist the colonial system, acting as links between the government and its subjects, they knew how to take advantage of their position which became a strategic one. Empowered to represent the State, they proclaimed themselves representatives of the people when circumstances suited them. Their ambiguous status made them benefit greatly by independence.